

année car elle pourrait résoudre quelques-uns des problèmes qui préoccupent les populations vivant en dehors des régions très prospères du Canada où progresse l'industrialisation.

**M. l'Orateur suppléant:** Comme il est six heures, la séance est suspendue jusqu'à 8 heures.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

### Reprise de la séance

La séance reprend à 8 heures.

[Français]

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur le président, j'aimerais placer en exergue de mes propos ce soir une citation de M. John Deutsch, recteur de l'Université Queen's, qui disait, et je cite:

[Traduction]

Dans un pays vaste et vide, nous Canadiens avons emprunté la technologie, l'expérience, les métiers et le capital d'autres pays pour mettre en valeur de riches ressources naturelles et bâtir un nouveau pays moderne. La formule a été féconde et beaucoup a été accompli, mais le moment est arrivé pour nous d'apporter une plus grande participation personnelle... Pour jouer un rôle plus réfléchi et plus efficace dans la réalisation de notre avenir, il nous faudra consacrer sensiblement plus d'effort et plus de ressources à la recherche et au développement.

[Français]

Le but de mon intervention, ce soir, est de renseigner les députés et le public en général sur ce qu'accomplit le Canada, et le gouvernement fédéral en particulier. C'est ce dernier qui, de beaucoup, en fait le plus dans le domaine de la recherche et du développement en général, et plus particulièrement dans l'industrie. J'aimerais aussi indiquer ou rappeler à mes honorables amis certaines décisions récentes du gouvernement qui précisent la politique qu'il suit. Les députés réalisent-ils que pour l'année 1968-1969, le Canada a consacré la somme de 962 millions de dollars à la recherche scientifique et au développement?

Les universités y ont contribué pour 280 millions de dollars, dont 109 millions proviennent du Trésor fédéral, les industries, 347 millions, dont 80 millions sont fournis par le gouvernement fédéral. Ce dernier a exécuté, dans ses propres établissements, des travaux de l'ordre de 312 millions de dollars, et divers autres organismes ont dépensé 23 millions à ce chapitre. Donc, 514 millions de dollars ont été fournis directement par Ottawa dans les domaines de la recherche et du développement; 514 millions de dollars, je le répète, sur un total de 962 millions pour l'année 1968-1969.

Si l'on considère l'évolution des sommes dépensées au Canada de 1964-1965 à 1968-1969, on se rend compte qu'on est passé de 561, 677, 765, 898 à 962 millions, respectivement. Les seules dépenses du gouvernement fédéral dans ce secteur se sont chiffrées, au cours de ces mêmes années, à 277, 336, 368, 452 et 514 millions.

Ces dépenses sont peut-être insuffisantes, si l'on considère l'importance du sujet, mais il appert qu'il y a du moins progrès, et progrès très sensible.

Je pourrais mentionner également que le gouvernement fédéral a fourni, au cours de 1968-1969, 123 millions pour des travaux connexes à la recherche scientifique comme, par exemple, la collecte des données scientifiques, la standardisation des bourses d'études aux étudiants et aux chercheurs.

Quels sont, toujours dans les domaines de la recherche et du développement, les objectifs du gouvernement fédéral? Le premier, c'est d'encourager la recherche dans les universités afin de s'assurer que le Canada disposera d'un approvisionnement adéquat de personnel scientifique. Les efforts, dans ce domaine, ont produit d'assez bons résultats, puisque je me suis laissé dire que dans les secteurs universitaire et gouvernemental, nous avons présentement un nombre suffisant de chercheurs. Je ne dis pas qualitativement, puisqu'on peut toujours améliorer la compétence du personnel, mais bien quantitativement. C'est surtout dans le secteur industriel que des progrès s'imposent.

Le gouvernement fédéral aide donc à la formation de chercheurs au moyen de subventions versées par le Conseil national de recherches et le Conseil des recherches médicales. Il est à noter que, récemment, l'idée d'une participation accrue à des projets auxquels travaillent des groupes de chercheurs de diverses disciplines a fait son chemin. Cette idée est non seulement à la mode, mais valable.

Je voudrais citer trois exemples de cette nouvelle orientation. La *Memorial University* de Terre-Neuve a reçu \$637,000 pour la création d'un centre des sciences maritimes; l'Université de l'Alberta a reçu \$400,000 pour la construction d'une serre à ambiance contrôlée et l'Université de Montréal, \$915,000 pour un accélérateur de physique nucléaire.

Voilà donc le premier but de notre politique: former les chercheurs qui sont si nécessaires au développement économique et particulièrement au développement industriel de notre pays.

Le gouvernement subventionne également des recherches dans ses propres établissements—«in-house», comme disent les anglo-